

Directeur juridique

RNCP36503 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310, 128
Formacode(s)	13254, 32154, 32025
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	01/06/2022
Date d'échéance	01/06/2024

Certificateur(s)

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO (IEP) · SIRET : 19753431600017

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les directeurs juridiques sont devenus aujourd'hui de véritables « business partners » des instances dirigeantes de l'entreprise. Ils ne peuvent plus se contenter d'être simplement des experts en droit, mais doivent également intégrer les dimensions stratégiques et managériales de leur fonction.

Le directeur juridique a pour objectif de défendre les intérêts de son entreprise et d'assister cette dernière chaque fois que des décisions qui nécessitent une expertise juridique sont à prendre.

Son rôle est en premier lieu d'informer et de conseiller sa direction ainsi que tous les services concernés quant aux évolutions du droit, des normes, de la jurisprudence.

ACTIVITÉS VISÉES

1. Intégrer la Direction Juridique à la stratégie d'entreprise
2. Mobiliser les équipes juridiques et prendre la parole efficacement en situation professionnelle
3. Manager une direction juridique et conduire le changement
4. Gérer la communication externe et les relations avec les prestataires juridiques

COMPÉTENCES ATTESTÉES

1. Intégrer la Direction Juridique à la stratégie d'entreprise
 - Proposer des axes de développement stratégiques
 - Élaborer un planning stratégique pour la Direction Juridique
 - Conseiller l'entreprise dans la définition de sa stratégie en prenant en compte des problématiques juridiques
 - Réaliser une analyse financière
 - Définir une politique de gestion budgétaire de la Direction Juridique
 - Élaborer un tableau de bord d'exploitation pour une pilotage budgétaire efficace
 - Identifier les enjeux et les priorités de l'entreprise en termes de politique sociale et environnementale responsable et durable
 - Définir et animer une politique RSE
2. Mobiliser les équipes juridiques et prendre la parole efficacement en situation professionnelle
 - Mobiliser les équipes juridiques et les partenaires de l'entreprise
 - Répondre aux arbitrages auxquels le dirigeant est régulièrement confronté, de façon créative et avisée
 - Animer une réunion professionnelle ou une rencontre publique

- Élaborer une stratégie de présentation orale en fonction d'un public "cible"
 - Négocier avec un partenaire
3. Manager une direction juridique et conduire le changement
- Élaborer un diagnostic sociologique
 - Repérer les zones de résistance au changement
 - Choisir la meilleure stratégie possible pour conduire le changement
 - Construire un plan d'actions à partir du scénario retenu
 - Impulser une dynamique d'innovation au sein de la Direction Juridique
 - Manager un projet juridique complexe
 - Mesurer la performance et la valeur ajoutée de la Direction Juridique
 - Sécuriser l'activité de l'entreprise
 - Manager une équipe interculturelle et diversifiée
 - Élaborer une stratégie "RH" pour la Direction Juridique
 - Piloter la gestion des compétences et de l'employabilité de ses collaborateurs
4. Gérer la communication externe et les relations avec les prestataires juridiques
- Définir un plan de Communication en coopération avec le Comex
 - Évaluer les actions de communication
 - Élaborer une cartographie des risques réputationnels
 - Construire un réseau relationnel préventif
 - Effectuer une analyse des avantages compétitifs d'une gamme de produits/services
 - Suivre l'évolution des indicateurs critiques propres à la gamme produits/services sélectionnée
 - Effectuer un arbitrage entre internalisation et externalisation des prestations juridiques

Blocs de compétences

RNCP36503BC01 — Intégrer la Direction Juridique à la stratégie d'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

- Proposer des axes de développement stratégiques en maîtrisant les outils d'analyse stratégique et de planning stratégique en cohérence avec les recommandations des lois en vigueur afin de contribuer à la définition de la mission de l'entreprise
- Élaborer un planning stratégique pour la Direction Juridique en sélectionnant les indicateurs de performance financiers, commerciaux, sociaux et environnementaux afin de permettre de suivre les choix stratégiques de l'entreprise
- Conseiller l'entreprise dans la définition de sa stratégie en prenant en compte des problématiques juridiques stratégiques afin de lui permettre de mieux anticiper et gérer les solutions à mettre en place
- Réaliser une analyse financière en interprétant les comptes de l'entreprise à l'aide de ratios appropriés dans le but de contribuer à identifier les options stratégiques possibles
- Définir une politique de gestion budgétaire de la Direction Juridique en cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise à partir des données propres à son activité dans le but de maîtriser dans le temps les recettes, les dépenses et les investissements s'y rapportant
- Élaborer un tableau de bord d'exploitation à partir d'indicateurs cohérents avec la politique de gestion budgétaire de la Direction Juridique définie, dans le but de permettre un pilotage budgétaire efficace
- Identifier les enjeux, les contraintes et les opportunités (légales, organisationnelles et techniques) pour l'entreprise dans le but de hiérarchiser les priorités d'une politique sociale et environnementale responsable et durable
- Définir une politique et son agenda RSE en précisant les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre ainsi que les indicateurs de suivi
- Animer une politique RSE en formalisant les aspects techniques, financiers et humains et en coordonnant les équipes et groupes projets dédiés dans le but de sensibiliser le corps social

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Réalisation d'une étude de cas s'appuyant sur des données réelles (marchés, concurrence, historique de l'organisation, ses ressources, ses avantages compétitifs) avec pour objectif de réaliser un planning stratégique et faire des préconisations stratégiques ainsi qu'un descriptif des outils de pilotage souhaitables
- Exercices d'application à partir de données comptables réelles d'entreprises présentant des situations financières différentes en vue d'éclairer les décisions stratégiques appropriées

- Réalisation d'une étude de cas où il est demandé de faire une proposition de tableau de bord et des recommandations pratiques de gestion budgétaire
- Réalisation d'un travail de réflexion en sous-groupes d'un projet RSE sur la base d'une étude de cas

RNCP36503BC02 — Mobiliser les équipes juridiques et prendre la parole efficacement en situation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser les équipes juridiques et les partenaires de l'entreprise en partageant une vision en cohérence avec la « raison d'être » de l'entreprise et donnant un sens éthique à l'action collective tout en s'assurant que les conditions humaines et organisationnelles sont réunies pour que chacun puisse être motivé de contribuer à l'atteinte des objectifs opérationnels et stratégiques de l'entreprise
- Répondre aux arbitrages auxquels le dirigeant est régulièrement confronté, de façon créative et avisée en faisant des compromis appropriés face à la variété des intérêts divergents à prendre en compte, dans le but de servir de façon optimum la « raison d'être » de l'entreprise
- Animer une réunion professionnelle ou une rencontre publique en définissant un message percutant et en respectant le temps imparti afin de communiquer efficacement un message à une audience sans être déstabilisé par les imprévus
- Élaborer une stratégie de présentation orale en fonction d'un public "cible" en travaillant tant sur le fond que sur la forme de la présentation afin de captiver l'auditoire
- Négocier avec un partenaire en utilisant la technique de négociation adéquate au contexte, en développant son aisance argumentaire et son efficacité oratoire dans des situations délicates pour susciter l'intérêt et l'adhésion de son interlocuteur et obtenir un accord

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Exercices critiques tirés de situation réelles ayant pour but d'encourager les participants à penser en visionnaire stratégique en développant une hauteur de vue et un sens pratique de leur rôle vis-à-vis de leurs équipes et des partenaires de l'entreprise
- Exercices pratiques d'improvisation en groupe et sous-groupes avec simulation de réunions professionnelles ou de pitch d'un projet porté par la Direction Juridique. Ces simulations peuvent être inspirées de situations réellement vécues par les participants. Le candidat doit gérer les imprévus, les réactions et les remarques de l'auditoire.
- Exercices pratiques d'application des phases clés d'une présentation professionnelle (préparation, introduction, argumentation, conclusion) + Soutenance orale du mémoire professionnel
- Exercices pratiques/simulations destiné(e)s à travailler différentes techniques et stratégies de négociation

RNCP36503BC03 — Manager une direction juridique et conduire le changement

LISTE DE COMPÉTENCES

- Élaborer un diagnostic sociologique en réalisant un sociogramme à partir de l'analyse du fonctionnement et des relations de pouvoir entre les acteurs d'une organisation en vue de faire des propositions d'amélioration de l'efficacité générale de l'organisation et faciliter un programme de conduite du changement
- Choisir la meilleure stratégie possible pour conduire le changement en réalisant un mapping des différents scénarii envisageables dans le but de mettre en lumière leurs forces et leurs faiblesses respectives
- Repérer les zones de résistance au changement en cernant les problèmes d'ordre organisationnel, relationnel et psychologique dans le but de guider le plan d'actions
- Construire un plan d'actions à partir du scénario retenu en planifiant les étapes successives et en identifiant le rôle des acteurs clés dans le but de faciliter la transformation
- Impulser une dynamique d'innovation au sein de la Direction Juridique en digitalisant et automatisant les processus clé à travers l'adoption de LegalTechs et en définissant une politique de Legal Design afin d'améliorer l'efficacité de la Direction Juridique
- Manager un projet juridique complexe en définissant une méthodologie, en analysant le rôle des différentes parties prenantes et en établissant les échéances du projet afin de le mettre en œuvre tout en assurant un retour sur investissement mesurable
- Mesurer la performance et la valeur ajoutée de la Direction Juridique en définissant des indicateurs pertinents et en réalisant des tableaux de bord dynamiques combinés à une cartographie des risques juridiques afin de rendre les processus juridiques plus efficaces et optimiser les coûts de structure
- Sécuriser l'activité de l'entreprise en contribuant à l'élaboration du programme de compliance de l'entreprise, en cartographiant les risques et prenant en compte les enjeux d'extraterritorialité du droit afin protéger les dirigeants du

risque pénal

- Manager une équipe interculturelle et diversifiée en gérant les conflits à travers l'analyse de la prégnance des aspects culturels dans un contexte professionnel donné à l'aide des grilles de lecture proposées par Geert Hofstede et en intégrant les personnes en situation de handicap afin de garantir une dynamique collective pérenne
- Élaborer une stratégie "RH" pour la Direction Juridique au service de la stratégie globale en utilisant la matrice de Dave Ulrich pour définir un cadre de la gestion du capital humain
- Piloter la gestion des compétences et de l'employabilité de ses collaborateurs à l'aide d'outils appropriés dans le but d'établir un diagnostic et un pronostic des compétences

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Mise en application en sous-groupes en réalisant un diagnostic sociologique d'une organisation donnée, à partir d'entretiens individuels, et des recommandations d'amélioration en fonction du contexte (histoire, stratégie et ressources)
- Sur la base d'un diagnostic sociologique d'une organisation fourni, réalisation d'un cas pratique en sous-groupes ayant l'objectif de mettre en perspectives les différentes options possibles de mise en œuvre d'un projet de conduite du changement
- Réalisation d'un cas pratique de projet d'automatisation des tâches et des processus juridiques + Réalisation d'un cas pratique de mise en œuvre de la méthodologie Legal Design
- Réalisation d'une étude de cas permettant l'application des méthodes acquises de gestion de projet appliquée aux juristes
- Réalisation d'un exercice pratique de définition d'indicateurs de performance pour sa propre Direction Juridique
- Réalisation de plusieurs "mini études de cas" destinées à illustrer les problèmes concrets de compliance
- Jeux de rôles mettant en scène des situations conflictuelles dont l'origine vient de tensions entre des personnes de cultures différentes + Exercices d'analyse de situation interculturelle
- Analyses de cas rédigés à partir de données et de situations réelles dont le but est de permettre aux étudiants d'identifier les points forts et les points faibles d'une stratégie RH et de faire des propositions concrètes en matière de gestion des compétences

RNCP36503BC04 — Gérer la communication externe et les relations avec les prestataires juridiques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Définir un plan de Communication en coopération avec le Comex, afin de promouvoir l'image et la réputation de l'entreprise à travers les publications, les événements et les prises de parole en public de ses représentants légitimes, en clarifiant et en valorisant la « raison d'être », l'action stratégique et les produits et/ou services commercialisés
- Évaluer les actions de communication en utilisant des outils d'enquête qualitative et des tableaux de bord dédiés au suivi de ces actions, afin de contribuer à mesurer l'impact des actions de communication sur l'image et la réputation de l'entreprise
- Élaborer une cartographie des risques réputationnels pouvant porter atteinte à la crédibilité des activités de l'entreprise et de ses parties prenantes en recensant les points critiques et en organisant des sessions de types "crash test" afin d'anticiper l'orchestration des différentes missions et tâches à effectuer en cas de crise
- Construire un réseau relationnel préventif en tissant des liens de confiance avec des relais d'opinion et des partenaires fiables afin de le solliciter en cas de crise
- Effectuer une analyse des avantages compétitifs d'une gamme de produits/services en utilisant une série d'outils ad hoc afin de contribuer à éclairer les décisions stratégiques propres au marketing
- Suivre l'évolution des indicateurs critiques propres à la gamme produits/services sélectionnée afin de contribuer au pilotage de la stratégie marketing
- Effectuer un arbitrage entre internalisation et externalisation des prestations juridiques de l'entreprise à travers une grille d'analyse facilitant ce choix afin d'optimiser le capital humain et financier de la fonction juridique interne et d'en assurer le suivi avec les indicateurs de performance appropriés

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Étude de cas: Analyse d'un cas tiré de faits réels permettant d'identifier les actions à mener pour valoriser les résultats, la qualité des produits / services et l'engagement des parties prenantes de l'entreprise
- Participation en sous-groupes à un atelier simulant une situation de crise (crash test)
- Réalisation d'une étude de cas présentant les enjeux stratégiques d'une organisation face à des opportunités de développement à l'international
- Étude de cas portant sur l'optimisation des ressources juridiques internes et externes (incluant compétences et

séniorité requises, recours à des prestataires juridiques ou legaltechs/regtechs) et leur organisation

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les secteurs privé, public et associatif sont représentés, tous domaines d'activités confondus

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Directeur juridique
- General Counsel
- Responsable de service juridique
- Responsable juridique
- Chef de service juridique
- Head of Legal
- Expert juridique
- Avocat d'affaires

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

La certification s'adresse aux personnes titulaires d'une formation de premier cycle de l'enseignement supérieur (soit 3 années d'études, IEP ou grande école) et justifiant d'une expérience professionnelle dans des fonctions juridiques d'au moins 10 ans et d'un bon niveau de langue anglaise.

Selon le profil et suite aux échanges lors des entretiens d'admission, des demandes de dérogation peuvent être envisagées.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, VAE

- le président du jury, extérieur à Sciences Po, ayant une expertise particulière dans le secteur lié à la certification,
- un membre du jury, extérieur à Sciences Po, ayant une expertise particulière dans le secteur lié à la certification,
- le directeur de la certification au sein de Sciences Po Executive Education.

Base légale

Date de décision	01/06/2022
-------------------------	------------

Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	01/06/2024

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	12	0	100 %	—
2018	18	0	85 %	75 %

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.sciencespo.fr/executive-education/general-counsel>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36503/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	4
Parcours menés à terme	4
Taux d'achèvement	100 %
Période	05/2023 – 06/2024

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	4
Montant total engagé	70 850 €
Coût moyen par dossier	17 713 €
Durée moyenne	211 h
Période	04/2023 – 10/2023
Entreprise	69 %
France compétences	22 %
Reste à charge titulaire	10 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.